

# Communiqué

## Aussi bien que le fichier Edvige : la liste noire du Forum *Libération*

Une tradition s'installe. Pour la deuxième année consécutive la police nationale et le renseignement intérieur fournissaient les hôtes d'accueil et les physionomistes du Barnum *Libération*, à la Maison de la Culture de Grenoble (MC2), du 19 au 21 septembre. Et ce malgré les assurances de Michel Orier, directeur de la MC2 et co-organisateur du barnum : *"On sera particulièrement vigilant à ce qu'il n'y ait pas de difficultés d'accès à la Maison, ce sont des débats et les débats sont faits pour que les gens qui soient d'avis opposés puissent s'exprimer à l'intérieur, sinon il n'y a aucun intérêt."*<sup>1</sup>

L'an dernier déjà, les forces de l'ordre (Brigade Anti-Criminalité, Renseignements généraux, gendarmes mobiles) avaient interdit d'entrée un certain nombre de personnes que, soit la direction du journal *Libération*, soit la mairie de Grenoble, estimaient indésirables – entre autres, les représentants de la Société des lecteurs de *Libération* et toute la mouvance contestataire (étudiants, squatteurs, anti-nanos, militants)<sup>2</sup>. Bref, l'ennemi intérieur.

Cette année et quoique la plupart des dissidents grenoblois aient préféré aller aux champignons plutôt que de piétiner sur le parvis de la MC2, le même tri sélectif s'appliquait aux spectateurs. Ainsi, deux personnes furent contrôlées, fouillées, expulsées et menacées de garde-à-vue si elles s'obstinaient à vouloir assister aux débats, par quatre membres de la BAC et Dorothée Cellard, commissaire adjointe au commissariat central de Grenoble<sup>3</sup>.

Selon nos sources, généralement bien informées, un véritable plan anti-dissidents avait été concocté entre la municipalité de Grenoble et la préfecture de l'Isère, celle-ci fournissant une première liste noire de 80 individus à n'admettre sous aucun prétexte dans les murs de la MC2. La mairie ayant toussé devant la difficulté pratique, on se mit d'accord sur une liste de 10 irréductibles, parmi lesquelles certaines personnes de Pièces et Main d'Œuvre dénoncées nominalement avec insistance. Quand on tient débat sur "Faut-il avoir peur des nanotechnologies" ou "La religion du progrès ?" à Grenoble, il paraît en effet plus confortable d'éliminer d'emblée ceux qui justement ont imposé ces débats, dans la ville et nationalement, depuis un lustre.

La vraie question, pour de vrais journalistes, serait donc de se demander : qu'est-ce que ces gens avaient à dire qui ne doit surtout pas être entendu, et à plus forte raison dans une enceinte officielle ? Pour le savoir, ils peuvent se rendre à l'un des débats auxquels Pièces et Main d'Œuvre participe à l'occasion de la sortie de deux ouvrages<sup>4</sup>. Rendez-vous par exemple le jeudi 27 novembre à la librairie Quilombo à Paris 11<sup>e</sup>.

Grenoble, le 21 septembre 2008

**Pièces et Main d'Œuvre**  
**[www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)**

---

<sup>1</sup> *Le Petit Bulletin*, 17/09/08

<sup>2</sup> Cf *Le Plan B*, octobre 2007 et sur [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)

<sup>3</sup> Cf <http://grenoble.indymedia.org/index.php?page=article&filtre=1&droiteA=1&numpageA=1&id=7472>

<sup>4</sup> *Terreur et possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, et *Le téléphone portable, gadget de destruction massive* (Éditions L'Échappée)